



Opinions Libres

le blog d'Olivier Ezratty

Séminaire Numérique Grand Emprunt – Part 2

Passons aux priorités suivantes listées par NKM pour le grand emprunt et le numérique... et dans un domaine que je connais un petit peu !

Investir dans le logiciel



Là aussi, deux interventions sortaient du lot dans le débat, assez bien animé par **Hervé Novelli**, secrétaire d'Etat en charge d'un tas de choses dont les PME :



- **Marc Simoncini**, le fondateur de Meetic (*ci-dessus*), qui voudrait bien éviter que la valeur ne se crée qu'aux USA. Il est l'un des rares numéros un mondiaux français du numérique, ex-aequo avec une entreprise américaine (Match.com). Même nombre de client et chiffre d'affaire. Mais pour Match : 1 site, 1 langue, 1 actionnaire. Et pour Meetic: 16 sites, 13 langues, 1 IPO. Il a couru un 110m haie vs face à un autre qui courait un 110m à plat. Il a identifié huit haies: marché unifié vs fragmenté, une langue vs Babel, une culture tournée vers l'innovation et l'entrepreneuriat (US), la formation des universités qui est plus avancée, la masse critique de talents, les investissements en R&D, la dérégulation, et l'absence de la barrière de la langue pour s'approprier les nouvelles technologies. L'Etat peut-il supprimer certaines haies ? Pour lui, oui, dans la formation, la R&D et l'esprit entrepreneurial. Pour la langue, la France est le 119eme pays du monde dans sa maîtrise de l'anglais. On a besoin de comprendre la culture et pas seulement la langue. Les français ne mettent pas assez les pieds à l'étranger (*je nuancerai : dans le numérique car dans d'autres industries, ce n'est pas vrai*). Il rappelle aussi que s'il y a de nombreux joueurs de tennis aux USA, le champion du monde est Suisse. Donc, avec les bonnes compétences, les bons moyens, et l'envie, on peut y arriver.



- **Eli Noam** (*ci-dessus*), professeur à la Columbia Business School qui était étonné d’entendre dire autant de bien des USA. Quelques caractéristiques à souligner : le gouvernement fédéral investit 10% de la R&D du secteur privé (en France, c’est plus de la moitié). Il y a beaucoup d’aides du gouvernement pour les PME (tous secteurs confondus, dans le Small Business Act). Les grands donneurs d’ordre que sont la Défense et la NASA commandent beaucoup de R&D à des PME. Il met l’accent sur l’importance de la sélection des projets. Le gouvernement ne devrait pas financer les meilleurs projets, déjà bien arrosés par le privé, mais les projets qui génèrent un bénéfice social ou collectif important et un bénéfice privé moins significatif. *Je me demande à quoi il faisait exactement allusion exactement*. Il évoque aussi le plan de relance américain et ses \$7B pour le haut débit. Les grandes sociétés n’ont pas fait de demande car le processus est trop complexe et avec trop de conditions.

Sinon, **Hervé Yahy**, le (nouveau) PDG de Mandriva fait la promo de l’open source, de sa boîte (4ième ISV Linux mondial..., n’a jamais été profitable et fait moins de 4m€ de CA annuel), et évoque la bien connue fragmentation de l’industrie du logiciel française (2500 éditeurs, 800 de plus de 12 salariés, le 50ème fait 10m€ de CA). Les VC revendent les boîtes à des groupes étrangers. 56% du CA du logiciel était représenté par les trois premiers acteurs en 2006 et 75% en 2008. Peu ont les moyens de se consacrer à un enjeu stratégique. Il faudrait trouver “*un ou deux sujets*”. Au hasard, l’open source et autre chose...



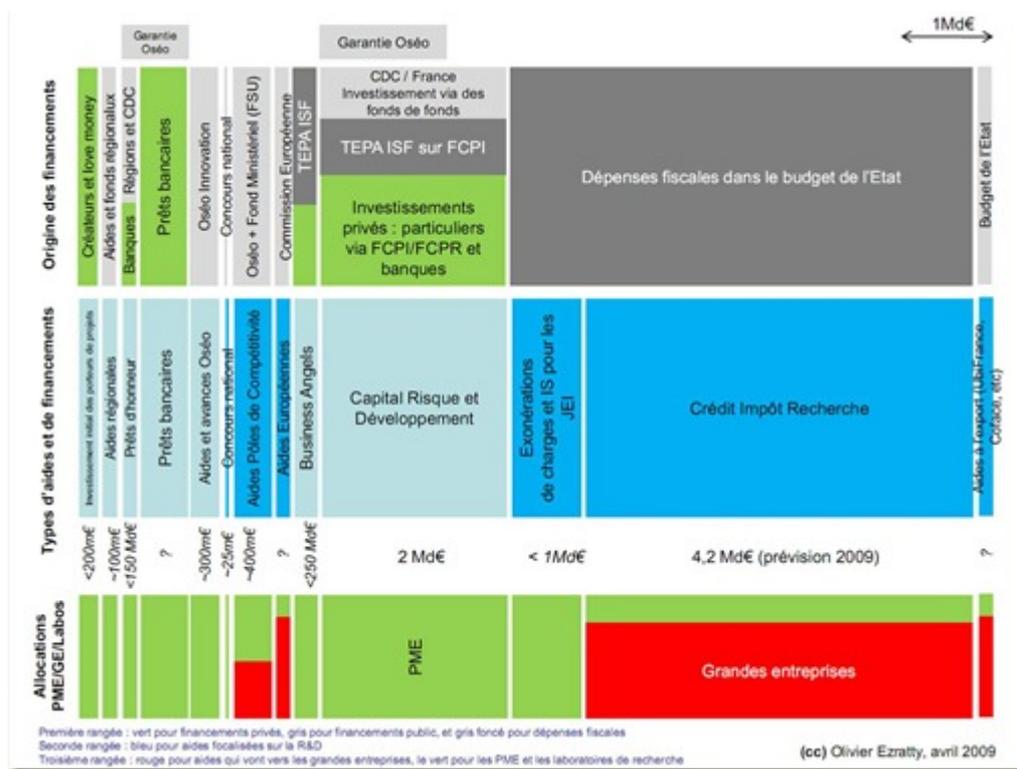
Laure de la Raudière (*ci-dessus*), Députée d'Eure-et-Loire qui anime les débats à l'Assemblée Nationale sur le grand emprunt voudrait fixer des priorités. Elle veut investir dans les services et les logiciels et se concentrer là où "on est fort". Elle évoque les logiciels embarqués, le serious gaming, la santé. Elle voudrait aussi que l'Etat évite que nos éditeurs soient revendus à des acteurs étrangers. *Mais il faut essayer de comprendre pourquoi nos géants se cassent la gueule ! Sagem, Thomson, Alcatel, STM et même Bull (qui est un pâle reflet de ce qu'il fut). Combien de startups ont-ils acheté dans le numérique ?* Elle veut aussi encourager les "clusters" comme Cap Digital. Il faudrait aussi créer un "fond stratégique d'investissement" dédié aux logiciels.

Henri Verdier de Cap Digital a d'autres critères de choix sectoriels : les domaines où les positions sont encore à prendre. Il met aussi l'accent sur l'accès aux grands comptes et aux achats publics pour les entreprises innovantes. Et de citer aussi l'opportunité des "greentechs" pour le numérique. Bien vu.

Enfin, **Pierre-Marie Le Huchet** de Berger Levrault évoque l'importance de l'archivage et de l'identification... son métier. Erreur de casting !

Donc, NKM retient de tout cela qu'il faudrait créer un fond spécial pour le logiciel. Le lobbying de l'**AFDEL** semble avoir bien fonctionné ! Ce que j'en pense ? Pas sûr que cela soit la bonne solution ni que le problème soit bien défini.

Tout d'abord, créer un fond de plus ne me semble pas approprié. En effet, le financement de l'innovation est déjà bien complexe et est à près des deux tiers d'origine publique quand on additionne les apports des collectivités locales, d'Oséo, de la CDC, les exonérations fiscales pour les particuliers (TEPA/ISF) et pour les entreprises (Crédit Impôt Recherche, charges sociales, IS). C'est déjà beaucoup trop ! Quand j'avais à gérer un gros budget marketing, j'avais l'habitude de devoir raisonner à périmètre constant. Sans cesse, il fallait réallouer. Un exercice que la puissance publique a bien du mal à faire ce qui explique l'explosion des budgets et de la dette publiques. Pour la compréhension, je vous ressort ce schéma approximatif publié en avril dernier qui permet de comprendre un peu la situation :



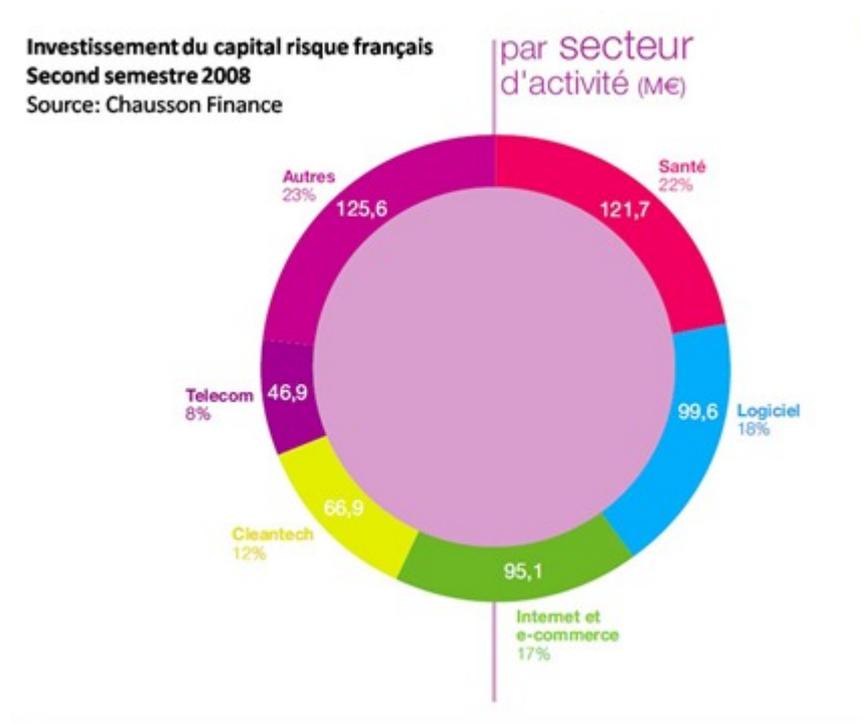
Voici quelques idées de réallocations à sérieusement envisager :

- Réduire la portée du Crédit Impôt Recherche, surtout dans les grandes entreprises. Il y a un à deux milliards d'Euros à récupérer, oui, rien que cela ! Ce truc génère surtout un effet d'aubaine pour les grandes entreprises bénéficiaires. C'est une niche fiscale devenue une usine à gaz, et avec une forte déperdition en ligne liée notamment à des intermédiaires qui prennent de belles commissions sur les ristournes fiscales obtenues. Pour les PME innovantes, c'est un bon dispositif, mais il mériterait au contraire d'être étendu à l'ensemble des activités relevant de l'innovation (la création de produits, l'industrialisation, le marketing).
- Réorienter les exonérations fiscales ISF vers les FCPI. C'est un peu technique, mais voici que voilà : aujourd'hui, un redevable de l'ISF bénéficie de 75% d'exonération pour un investissement dans une holding ou un fond ISF tandis que l'exonération n'est que de 50% pour les FCPI. Or, paradoxe, les fonds et holdings ISF n'investissent pas forcément dans les nouvelles technologies ni là où il y a des risques à prendre alors que les FCPI investissent dans des startups labellisées Entreprises Innovantes au titre des FCPI par Oséo. En 2009, les investissements poussés par la loi TEPA modifiée en 2008 ont déplacé l'argent vers les fonds et holdings ISF au détriment des FCPI qui alimentent les fonds des VCs. En révisant le taux d'exonération et en favorisant plus le taux pour les FCPI, les VCs concernés auraient plus de facilité à lever des fonds. Or ce sont les VCs qui peuvent financer la croissance des startups dans l'étape que l'on appelle le "capital développement". Mon point est d'autant plus important que le besoin n'est pas ponctuel (one shot) mais structurel (dans la durée).
- Augmenter les moyens d'Oséo Innovation qui joue un rôle clé dans l'amorçage des entreprises technologiques.
- Augmenter éventuellement les moyens des fonds d'investissement régionaux qui couvrent aussi la phase d'amorçage des startups.

Dans le logiciel comme dans le numérique ou les nouvelles technologies en général, la puissance publique est

très focalisée sur le financement de la R&D et de la création de technologies. Mais elle intervient très peu là où la France pêche : le marketing, la communication, la vente, ou les exportations (la France représente moins de 3% du marché mondial du numérique !). On ne manque pas de bons ingénieurs ou de bons développeurs. On manque d'entrepreneurs expérimentés et de bons "business mens/women". On pourrait doubler le budget R&D de la France sans pour autant en bénéficier économiquement. On aurait par exemple, grâce au CIR, des entreprises étrangères établissant leur laboratoire de R&D chez nous, ce qui créerait certes des emplois, mais pas de richesse économique indirecte. Le problème est que la technostructure de l'Etat ne maîtrise pas ces disciplines non technologiques et que la réglementation (Européenne, OMC) réduit le champs possible de l'intervention publique, qui ne doit pas introduire de distorsion (trop visible) du marché. Il y a une solution : se pencher sur l'amont avec les jeunes et l'éducation. Aider encore plus les jeunes à créer des entreprises devrait être une priorité, en leur donnant des moyens de tester de nouvelles idées. J'ai déjà eu l'occasion d'élaborer **quelques propositions** sur le sujet. Elles restent toujours valables. Et comme elles portent sur nos générations futures, elles pourraient éventuellement s'intégrer à l'emprunt.

Sinon, pourquoi créer un fond pour les logiciels ? Les 200 et quelques fonds d'investissement investissent presque tous déjà dans les logiciels et Internet. Certains sont plus typés : commerce électronique, mobilité et télécommunications, logiciels libres, etc. Le logiciel est déjà bien traité. 18% des investissements sur H2 2008, avec 17% pour Internet et 8% pour les télécoms. Soit 43% du total (source : **indicateur Chausson Finance**, ci-dessous) !



Alors, nous dit-on, le problème se situe au niveau des gros tickets d'investissement, supérieurs à 10m€, notamment au moment où il faut faire croire géographiquement la startup à l'international. Oui, c'est vrai. Les startups du numérique qui lèvent (souvent en troisième tour) un montant de ce niveau se comptent sur les doigts d'une à deux mains par an. Mais c'est lié au "pipe". Au fait que peu d'entre elles aboutissent jusque là, avec un bon produit répondant au besoin du marché, un bon marketing, un bon modèle économique et de véritables velléités de se développer à l'international et notamment aux USA. Les fonds sont aussi quelque peu frileux, c'est un peu vrai. Nous avons aussi France Investissement qui sous la coupe de la CDC, oriente et focalise les investissements bancaires dans les FCPI. Et puis aussi le Fonds Stratégique d'Investissement qui jusqu'à présent n'a pas trop trempé dans le numérique. Bref, on ne manque ni d'argent ni de structures pour en investir. On manque surtout d'un "pipe" de qualité suffisante. C'est ce que disent tous les investisseurs.

Il faudrait aussi se focaliser sur les domaines “où on est bons” et où les positions ne sont pas encore prises. Mais où est-on bons ? Et selon quels critères ? Technologiques ? Parts de marché, export ? Quand on connaît à la vitesse à laquelle les marchés du numérique évoluent, bien malins sont ceux qui savent prédire ces différentes tendances plusieurs années à l’avance. Pour réussir dans l’innovation, il faut avoir beaucoup de fers au feu. La Silicon Valley est connue pour ses grands succès (Google & co), mais elle génère aussi ses milliers d’échecs, à ceci près qu’elle les recycle mieux. Et les innovations de rupture apparaissent très souvent dans des catégories qui n’existent pas encore. Donc, oui pour le secteur du logiciel et de l’Internet, mais de là à sous-segmenter au niveau de la puissance publique ! Seuls les domaines qui relèvent de la défense nationale ou de la souveraineté économique pourraient le justifier (sécurité, cryptage, etc).

De plus, rien qu’autour du logiciel, c’est la foire d’empoigne pour définir les priorités : il y a les jeux (à commencer par les “*pas sérieux*” qui pour l’instant représentent encore le plus gros chiffre d’affaire), l’Internet en général, le commerce électronique, la publicité en ligne, la e-santé, les logiciels embarqués, l’internet des objets, l’internet mobile, la sécurité, le paiement électronique et les cartes à puces, les infrastructures logicielles pour le cloud computing (middleware, outils de développement, etc), les arts graphiques et la 3D, la télévision et le cinéma numériques (la France, numéro un mondial de l’IPTV...), etc.

Il y a enfin un domaine où l’Etat doit jouer un rôle, c’est comme client. Il doit être exemplaire dans l’innovation en l’appliquant à lui-même. On sait combien c’est difficile tant la culture du risque n’est pas – par construction – l’apanage de la fonction publique. L’appel à **projet web 2.0 et serious gaming** lancé par NKM et dont les résultats seront annoncés la semaine prochaine est considéré comme un peu gadget. Il y a eu plus de 500 soumissionnaires ! Et c’est une démarche intéressante qui, si elle est bien pilotée dans sa seconde phase (appels d’offres, après les appels à projets), peut aider les startups à se créer de belles références clients. Comme aux USA, l’Etat comme les grandes collectivités locales telles que **Paris** doivent persévérer dans cette piste.

Comme nous avons eu droit lors du Séminaire du 10 septembre 2009 à un keynote du patron de la plus grande SSII française (Cap Gemini), un mot pour terminer sur les **services** pour les exclure **TOTALEMENT** du grand emprunt. En effet, ces entreprises investissent peu et ne font pas de R&D. Les emplois sont locaux avec peu ou pas d’exportations puisque les SSII comme Cap Gemini qui font du business à l’étranger emploient à l’étranger pour produire, et importent un bénéfice net modeste au regard de la faible marge de ce secteur d’activité. Les demandes de ce secteur concernent surtout la baisse de taxes et charges diverses. Pas question d’emprunter pour cela !

Voilà, j’ai mis sur la table quelques éléments de discussion. Est-ce qu’un véritable débat aura lieu quelque part ?

Suite et fin avec les trois autres pistes de NKM au **prochain numéro** (*ça ira vite docteur ? car, là, je commence à avoir mal...*).

Le compte rendu officiel des débats est **disponible**. Et le flux Twitter **#emprunt** trace les débats pendant et après le séminaire tout comme les liens sur les autres compte-rendus de l’événement par la presse et les bloggeurs. Et mes photos de l’événement sont sur **Picasa Web Album** comme d’habitude.

Cet article a été publié le 11 septembre 2009 et édité en PDF le 23 mars 2024.

